



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 22 mars 2021

Nombre de conseillers en exercice : **33**

Extrait de la délibération affiché le **29 mars 2021**.

L'an deux mille vingt et un, **le vingt-deux mars à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 15 mars, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Vallery, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Etaient présents

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Pascale **GALAIS**, Christel **BOUBERT** (présente à partir de la communication n°3), Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Aliko **PERENDOUKOU**, Arnaud **LECLERRE**, Nicole **LANGLOIS**, Virginie **LAMBERT**, Agnès **MONTRICHARD**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**.

Excusés ayant donné pouvoir

Agnès **SIBILLE** donne pouvoir à Edith **LEROUX**
Damien **GUILLARD** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**
Yannick **LE COQ** donne pouvoir à Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**
Gilles **BELLIERE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Patrick **DENISE** donne pouvoir à Sylvain **CORNETTE**
Isabelle **NOTHEAUX** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Thierry **GOUMENT** donne pouvoir à Éric **LE FEVRE**
Jean-Luc **HEBERT** donne pouvoir à Aline **MARECHAL**
Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**
Catherine **OMONT** donne pouvoir à Pascale **GALAIS**
Virginie **VANDAELE** donne pouvoir à Isabelle **CREVEL**
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Véronique **BLONDEL**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 22 mars 2021

2021.03/23/INFO3

INFORMATION : DELEGATION DE COMPETENCES ACCORDEES A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – COMMUNICATION.

M. Jérôme DUBOST, Monsieur le Maire - En vertu de la délégation qui m'a été donnée par le Conseil Municipal, je vous informe des domaines dans lesquels cette délégation a été utilisée.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU les articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020, relative à la délégation de signature accordée à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

CONSIDERANT

- Que les décisions suivantes ont été transmises au contrôle de légalité en vertu de cette délégation ;

Prend communication de la signature des décisions suivantes et de leur envoi au contrôle de légalité :



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISIONS DU MAIRE

N° Décision	TITRE
DE2103I_1M	Marchés publics – Maintenance des ascenseurs, monte-charge et élévateurs PMR – Avenant n°1
DE2103I_2M	Marchés publics – Travaux de rénovation du bâtiment des Hallettes – Lot n°4 – Menuiseries intérieures, cloisons, doublages, faux plafonds – Avenant n°1
DE2103I_3M	Marchés publics – Demande de subventions au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement (DSIL)
DE2103I_4M	Marchés publics - Contrôle de sécurité dans les établissements recevant du public – Avenant n°2
DE2103I_5M	Marchés publics – Marché de fourniture de viandes de volailles pour le service de restauration municipale - Signature
DE2103I_6M	Marchés publics – Marché de prestations de balayage de chaussées par aspiration - Signature
DE2103I_7M	Marchés publics – Marché de virtualisation de serveurs et de stockage et contrat de support – Signature
DE2103I_8M	Marchés publics – Demande de subventions au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR)
DE2103I_9M	Marchés publics – Aménagement du service Enfance Jeunesse Scolaire – Avenant n°1
DE2103I_1ST	Services Techniques – renouvellement de l'adhésion à l'association pomologique de Haute-Normandie
DE2103I_2ST	Services Techniques – renouvellement de l'adhésion au Conseil National des Villes et Villages Fleuris
DE2103I_3ST	Services Techniques – renouvellement de l'adhésion à l'association des villes pour la propreté urbaine (AVPU)

DE2102I1F	Développement Territorial et Commercial – Délégation du DPU / préemption
DE2010I_4F	Développement Territorial et Commercial – bail professionnel avec la société TEMS à la pépinière d'entreprises
DE2102I_2F	Développement Territorial et Commercial – Mise à disposition garage Jules COLLET

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DE CETTE INFORMATION.

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

SLOW

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE



DÉCISION N° DE2103I_1M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- Les articles 139 et 140 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- Le marché de maintenance des ascenseurs et monte-charge (lot 1) et élévateurs PMR (lot 2) notifié à la société OTIS le 12 décembre 2017 ;
- Les nouveaux équipements installés au complexe sportif de la Belle Etoile, et dans les locaux des services techniques ;
- La nécessité d'intégrer ces nouveaux équipements dans le marché de maintenance actuel suite à la fin de la période de garantie ;

DÉCIDE :


- De signer une modification n° 1 avec l'entreprise OTIS (rue Michel Poulmarch – 76800 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY) pour intégrer les équipements suivants :
 - Lot 1 : Complexe sportif de la Belle Etoile – rue Pablo Picasso – 76290 Montivilliers = appareil Type GEN2, pour un montant de maintenance annuelle de 669,20 € HT, soit 803,04 € TTC.
 - Lot 2 : Services techniques municipaux – 28 rue Raoul Dufy – 76290 Montivilliers = appareil PMR type JGY32, pour un montant de maintenance annuelle de 126,74 € HT, soit 152,09 € TTC.

De ce fait, le montant du lot 1 « ascenseur et monte-charge » qui était de 5.340,00 euros TTC passe à 6.143,04 € TTC et le lot 2 « élévateurs PMR » passe de 576,00 € TTC à 728,09 € TTC.

Sous-fonction et rubriques : selon le bâtiment concerné
Nature et intitulé : 6156 (Maintenance)

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 22/01/2021
Qualité : Maire



Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le



ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2103I_2M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article R.2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique ;
- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- Le marché de travaux de rénovation du bâtiment des Halles à Montivilliers, pour le lot n° 4 « menuiseries intérieures, cloisons, doublages, faux plafond » signé avec l'entreprise GALLI MENUISERIE (5 chemin des Vallées, 76700 HARFLEUR) ;
- La nécessité de modifier les travaux prévus au marché

DÉCIDE :

- De signer une modification n° 1 avec l'entreprise GALLI MENUISERIE concernant les prestations suivantes :
 - Modification des cloisons et doublages comprenant :
 - Le remplacement des doublages des cloisons, prévus sur les cloisons existantes, par des cloisons coupe-feu 1 h, à la demande du bureau de contrôle,
 - La pose de coffrage coupe-feu au niveau des poteaux de charpente, à la demande du bureau de contrôle,
 - La réalisation d'un doublage de certains murs mitoyens qui n'ont pu être conservés en l'état, constatés suite au curage,
 - La réalisation d'une trappe d'accès aux points d'eau qu'il a été décidé de conserver dans 2 cellules ;
 - Modification des faux-plafonds comprenant :
 - Le remplacement des plafonds rampants côté rue Lemonnier en pare-flammes ½ H et non coupe-feu 1 h ou 2 h comme prévu au marché, à la demande du bureau de contrôle,
 - L'ajout d'une trappe complémentaire pour l'accès au moteur de la VMC,

Envoyé en préfecture le 28/01/2021

Reçu en préfecture le 28/01/2021

Affiché le

ID : 076-217604479-20210127-DE2103I_2M-AR

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

- Modification de la structure et d'éléments de façade bois comprenant :
 - La mise en œuvre de poteaux rendue nécessaire suite au remplacement des menuiseries du local 10 et pour être conforme au permis de construire et aux plans architecte,
 - La pose de linteaux rendue nécessaire suite au remplacement des menuiseries (local commun) et pour être conforme au permis de construire et aux plans architecte.

L'ensemble de ces modifications représente une plus-value de 3.347,99, soit 4.017,59 € TTC.

De ce fait, le montant du marché qui était initialement de 48.688,81 € HT passe à 52.036,80 € HT, soit 62.444,16 € TTC.

Imputation budgétaire

Exercice 2021 – Budget annexe : activités assujetties à la TVA

Sous-fonction et rubriques : 90 (interventions économiques)

Nature et intitulé : 2315 (installations matériels et outillages techniques)

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

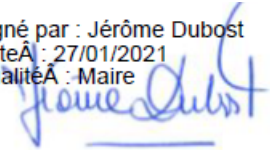
Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost

Date : 27/01/2021

Qualité : Maire



République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2103I_3M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- la loi de finances n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 ;
- la circulaire préfectorale sur la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) de droit commun du 23 décembre 2020 ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2334-42,
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- qu'une circulaire préfectorale du 23 décembre 2020 sur la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) permet de financer les projets de rénovation énergétique des bâtiments publics communaux, visant à diminuer leur consommation énergétique et ainsi réaliser des économies en fonctionnement ;
- Que cette dotation représente un intérêt pour la collectivité au regard des projets potentiellement éligibles ;


DÉCIDE :


- De solliciter cette dotation de soutien pour les projets suivants :

1. Ecole Louise Michel : Remplacement des menuiseries.....41 666,67 € HT
2. Salle de la Justice de Paix : remplacement des menuiseries.....19 666,67 € HT
3. Groupe Scolaire Jules Collet : Remplacement des éclairages..... 20 833,33 € HT
4. Ecole primaire Victor Hugo : remplacement des menuiseries (phase 2)..... 29 166,67 € HT
5. Abbatale : remplacement des éclairages.....5 000,00 € HT
6. Salle Sibran : remplacement des éclairages.....25 900,00 € HT

Certains de ces projets feront l'objet de demandes d'aides auprès d'autres financeurs (Fonds de concours de la Communauté Urbaine, Département, Région, DRAC, etc...).

Les plans de financement sont présentés ci-après :

Envoyé en préfecture le 22/02/2021
Reçu en préfecture le 22/02/2021
Affiché le 
ID : 076-217604479-20210218-DE2103I_3M-AR

Envoyé en préfecture le 30/03/2021
Reçu en préfecture le 30/03/2021
Affiché le 
ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

1. Ecole Louise Michel : Remplacement des menuiseries :

<u>DEPENSES</u>		<u>RECETTES</u>	
Montant des travaux HT	41 666,67	Subvention Etat DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) (30%)	12 500,00
		Subvention Etat DSIL "rénovation énergétique" (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) (30%)	12 500,00
		Département (20 %)	8 333,33
		FCTVA (16,404%)	8 202,00
TVA (20 %)	8 333,33	Part Ville de Montivilliers	8 464,67
TOTAL TTC	50 000,00	TOTAL	50 000,00

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT (au centime près)	%
DETR	Sollicité	12 500,00	30,00%
DSIL "rénovation énergétique"	Sollicité	12 500,00	30,00%
Département	Sollicité	8 333,33	20,00%
Sous-total – aides publiques		33 333,34	80,00%

Autofinancement sur fonds propres	8 202,00	20,00%
Autofinancement par emprunt	/	
Autre, à préciser :(part TVA non compensée par le FCTVA)	131,33	
Sous-total – Autofinancement	8 333,33	

TOTAL DES RESSOURCES (= coût prévisionnel total H.T.)	41 666,67	100,00%
---	-----------	---------

2. Salle de la Justice de Paix : remplacement des menuiseries :

<u>DEPENSES</u>		<u>RECETTES</u>	
Montant des travaux HT	19 666,67	Subvention Etat DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) (30%)	5 900,00
		Subvention Etat DSIL "rénovation énergétique" (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) (30%)	5 900,00
		FCTVA (16,404%)	5 741,40
TVA (20 %)	5 833,33	Part Ville de Montivilliers	11 758,60
TOTAL TTC	35 000,00	TOTAL	35 000,00

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT (au centime près)	%
DETR	Sollicité	5 900,00	30,00%
DSIL "rénovation énergétique"	Sollicité	5 900,00	30,00%
Sous-total – aides publiques		11 800,00	60,00%

Autofinancement sur fonds propres	11 574,73	40,00%
Autofinancement par emprunt	/	
Autre, à préciser :(part TVA non compensée par le FCTVA)	91,93	
Sous-total – Autofinancement	11 666,67	

TOTAL DES RESSOURCES (= coût prévisionnel total H.T.)	19 666,67	100,00%
---	-----------	---------

3. Groupe scolaire Jules Collet : Remplacement des éclairages :

<u>DEPENSES</u>		<u>RECETTES</u>	
Montant des travaux HT	20 833,33	Subvention Etat DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) (30%)	6 250,00
		Subvention Etat DSIL "rénovation énergétique" (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) (30%)	6 250,00
		FCTVA (16,404%)	4 101,00
TVA (20 %)	4 166,67	Part Ville de Montivilliers	8 399,00
TOTAL TTC	25 000,00	TOTAL	25 000,00

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT (au centime près)	%
DETR	Sollicité	6 250,00	30,00%
DSIL "rénovation énergétique"	Sollicité	6 250,00	30,00%
Sous-total – aides publiques		12 500,00	60,00%

Autofinancement sur fonds propres	8 267,67	40,00%
Autofinancement par emprunt	/	
Autre, à préciser :(part TVA non compensée par le FCTVA)	65,67	
Sous-total – Autofinancement	8 333,33	

TOTAL DES RESSOURCES (= coût prévisionnel total H.T.)	20 833,33	100,00%
---	-----------	---------

4. **Ecole primaire Victor Hugo : remplacement des menuiseries (phase 2) :**

<u>DEPENSES</u>		<u>RECETTES</u>	
Montant des travaux HT	29 166,67	Subvention Etat DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) (30%)	8 750,00
		Subvention Etat DSIL "rénovation énergétique" (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) (30%)	8 750,00
		Département (20 %)	5 833,33
		FCTVA (16,404%)	5 741,40
TVA (20 %)	5 833,33	Part Ville de Montivilliers	5 925,27
TOTAL TTC	35 000,00	TOTAL	35 000,00

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT (au centime près)	%
DETR	Sollicité	8 750,00	30,00%
DSIL "rénovation énergétique"	Sollicité	8 750,00	30,00%
Département	Sollicité	5 833,33	20,00%
Sous-total – aides publiques		23 333,33	80,00%

Autofinancement sur fonds propres	5 741,41	20,00%
Autofinancement par emprunt	/	
Autre, à préciser :(part TVA non compensée par le FCTVA)	91,93	
Sous-total – Autofinancement	5 833,34	

TOTAL DES RESSOURCES (= coût prévisionnel total H.T.)	29 166,67	100,00%
---	-----------	---------

5. **Abbatiale : remplacement des éclairages :**

<u>DEPENSES</u>		<u>RECETTES</u>	
Montant des travaux HT	5 000,00	Subvention Etat DSIL "rénovation énergétique" (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) (30%)	1 500,00
		FCTVA (16,404%)	984,24
TVA (20 %)	1 000,00	Part Ville de Montivilliers	3 515,76
TOTAL TTC	6 000,00	TOTAL	6 000,00

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT (au centime près)	%
DSIL "rénovation énergétique"	Sollicité	1 500,00	30,00%
Sous-total – aides publiques		1 500,00	30,00%

Autofinancement sur fonds propres	3 484,24	70,00%
Autofinancement par emprunt	/	
Autre, à préciser :(part TVA non compensée par le FCTVA)	15,76	
Sous-total – Autofinancement	3 500,00	

TOTAL DES RESSOURCES (= coût prévisionnel total H.T.)	5 000,00	100,00%
---	----------	---------

6. Salle Sibran : remplacement des éclairages :

<u>DEPENSES</u>		<u>RECETTES</u>	
Montant des travaux HT	25 900,00	Subvention Etat DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) (30%)	7 770,00
		Subvention Etat DSIL "rénovation énergétique" (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) (30%)	7 770,00
		Fonds de concours Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole (12 %)	3 108,00
		FCTVA (16,404%)	5 098,36
TVA (20 %)	5 180,00	Part Ville de Montivilliers	7 333,64
TOTAL TTC	31 080,00	TOTAL	31 080,00

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT (au centime près)	%
DETR	Sollicité	7 770,00	30,00%
DSIL "rénovation énergétique"	Sollicité	7 770,00	30,00%
Fonds concours CU	Sollicité	3 108,00	12,00%
<i>Sous-total – aides publiques</i>		18 648,00	72,00%

Autofinancement sur fonds propres	7 170,36	28,00%
Autofinancement par emprunt	/	
Autre, à préciser :(part TVA non compensée par le FCTVA)	81,64	
<i>Sous-total – Autofinancement</i>	7 252,00	

TOTAL DES RESSOURCES (= coût prévisionnel total H.T.)	25 900,00	100,00%
--	------------------	----------------

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

Année 2021

Budget principal de la Ville

Comptes : 2135 (installations générales, agencements, aménagements des constructions) -

Diverses fonctions

Compte : 2313 (constructions) – Fonction : 212 (écoles primaires) – Opération : 1021 (gros travaux écoles)

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

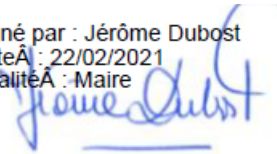
Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost

Date : 22/02/2021

Qualité : Maire



République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2103I_4M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La réglementation en vigueur pour le contrôle de sécurité dans les établissements recevant du public ;
- Le marché de contrôle de sécurité dans les établissements recevant du public, contrôle des matériels, équipements et engins de travail, signé avec la société DEKRA Industrial SAS (Agence du Havre – 300 Boulevard Jules Durand – 76600 LE HAVRE), et notifié le 06 mars 2020 ;
- La nécessité d'intégrer un bâtiment au marché de contrôle de sécurité actuel ;

DÉCIDE :

De signer une modification n° 2 avec la société DEKRA Industrial SAS pour les contrôles du bâtiment suivant :

- Vérification périodique des installations électriques : Ecole de danse – Rue Oscar Germain, pour un montant de 77,00 € HT par an.

Imputation budgétaire
Exercice 2021 et suivants - Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 311
Nature et intitulé : 6156 : maintenance

Envoyé en préfecture le 03/02/2021

Reçu en préfecture le 03/02/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210129-DE2103I_4M-AR

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

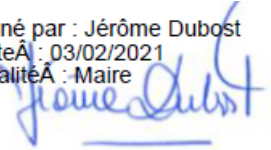
Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost

DateA : 03/02/2021

QualitéA : Maire



République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2103I_5M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2123-1 du code de la commande publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité de relancer le marché de fourniture de viandes de volailles pour le service de restauration municipale de la Ville de Montivilliers
- la consultation publique organisée le 17 novembre 2020 ;

DECIDE :

De signer un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents avec les entreprises suivantes :

- GROSDOIT – MIN de Rouen – avenue du Commandant Bicheray – 76000 ROUEN
- PASSION FROID POMONA – 6 avenue Paul Delorme – 76120 LE GRAND QUEVILLY

Les commandes sont fixées annuellement de la manière suivante :

Minimum annuel HT : 1 400 €

Maximum annuel HT : 18 000 €

L'accord-cadre est signé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable tacitement chaque année pour une durée totale ne pouvant excéder 3 ans.

D'autoriser le paiement des frais afférents à cet accord-cadre.

Envoyé en préfecture le 08/02/2021

Reçu en préfecture le 08/02/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210208-DE2103I_5M-AR

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

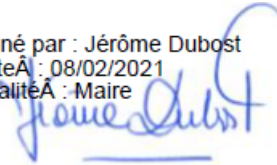
SLO

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

Imputation budgétaire
Exercice 2021 et suivants- Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 251 (restauration scolaire)
Nature et intitulé : 60623 (Alimentation)

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 08/02/2021
Qualité : Maire



République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2103I_6M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2123-1 du code de la commande publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à des prestations de balayage de chaussées par aspiration réparties sur l'ensemble du réseau routier de la Ville de Montivilliers ;
- la consultation publique organisée le 03 décembre 2020 ;

DECIDE :

De signer un accord-cadre mono attributaire à bons de commande avec l'entreprise :

- ASSAINISSEMENT SERVICES – 84 rue Alfred Sisley – ZAC du Pressoir – 76620 LE HAVRE

Les commandes sont fixées annuellement de la manière suivante :

Maximum annuel HT : 50 000 €

L'accord-cadre est signé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable tacitement chaque année pour une durée totale ne pouvant excéder 4 ans.

D'autoriser le paiement des frais afférents à cet accord-cadre.

Envoyé en préfecture le 08/02/2021

Reçu en préfecture le 08/02/2021

Affiché le

SLOW

ID : 076-217604479-20210208-DE2103I_6M-AR

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

SLOW

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

Imputation budgétaire
Exercice 2021 - Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 822 (Voirie)
Nature et intitulé : 6135 (locations mobilières)

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

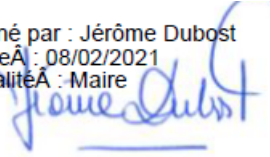
Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost

Date : 08/02/2021

Qualité : Maire



République Française



Envoyé en préfecture le 08/02/2021

Reçu en préfecture le 08/02/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210208-DE2103I_7M-AR

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2103I_7M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2123-1 du code de la commande publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- le souhait de migrer l'architecture serveurs vers du matériel actuel et des outils logiciels récents et d'assurer la maintenance par le biais d'un contrat de support ;
- la consultation publique organisée le 23 novembre 2020 ;

DECIDE :

De signer un marché à procédure adaptée avec l'entreprise TALLER SI – ZA du Polen – Route de Montville – 76710 ESLETTES :

- Montant de l'acquisition de la solution de virtualisation : 93 846 € HT, soit 112 615 € TTC
- Montant total annuel du contrat de support maintenance : 1 290 € HT, soit 1 548 € TTC

Le contrat de support maintenance est signé pour une durée d'un an, renouvelable tacitement chaque année pour une durée totale ne pouvant excéder 5 ans.

D'autoriser le paiement des frais afférents à ce marché.

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

Imputation budgétaire
Exercice 2021 - Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 01
Nature et intitulé : 2183 (matériel informatique)
6156 (contrat support de maintenance)

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

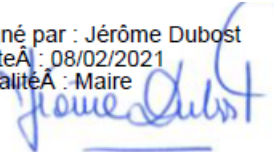
Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost

Date : 08/02/2021

Qualité : Maire



République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2103I_8M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- la loi de finances n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 ;
- la circulaire préfectorale sur la dotation d'équipement des Territoires Ruraux (DETR) du 23 décembre 2020 ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L. 2334-42,
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- Qu'une circulaire préfectorale du 23 décembre 2020 sur la dotation d'équipement des Territoires Ruraux (DETR) permet de financer certains projets d'investissement de la Ville ;
- Que cette dotation représente un intérêt pour la collectivité au regard des projets potentiellement éligibles ;

DÉCIDE :

- De solliciter cette dotation de soutien pour le projet suivant :

7. Acquisition de columbariums pour l'aménagement du cimetière.....9 900,00 € HT

Dont le plan de financement est le suivant :

DEPENSES		RECETTES	
Montant du projet HT	9 900,00	Subvention Etat DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) (30%)	2 970,00
		FCTVA (16,404%)	1 948,80
TVA (20 %)	1 980,00	Part Ville de Montivilliers	6 961,20
TOTAL TTC	11 880,00	TOTAL	11 880,00

Envoyé en préfecture le 13/02/2021

Reçu en préfecture le 13/02/2021

Affiché le

ID : 076-217604479-20210210-DE2103I_8M-AR

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

Année 2021

Budget principal de la Ville

Comptes : 2135 (installations générales, agencements, aménagements des constructions) – 022
(administration Etat)

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost

Date A : 13/02/2021

Qualité A : Elu Urbanisme, Habitat, Marchés P, Bâtiments



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2103I_9M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2194-1 et suivant du Code de la Commande Publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- le marché de travaux de peinture (lot n° 3) dans le cadre de l'aménagement s des locaux de la cité administrative de Montivilliers pour accueillir le service enfance jeunesse scolaire, signé avec l'entreprise PBI (1 avenue du Cantipou – 76700 GONFREVILLE L'ORCHER) ;
- la nécessité de supprimer une prestation prévue au marché ;

DÉCIDE :

- De signer un avenant n° 1 avec l'entreprise PBI concernant la non-réalisation des finitions de peinture sur deux murs. Cette prestation dépend de la dépose des comptages abonnés ENEDIS qui n'est pas programmée à ce jour et qui nécessite une étude spécifique. Afin de solder ce lot, la mise en peinture des murs est soustraite du marché, soit une moins-value de 394,96 € HT, soit 473,95 € TTC.
- De ne pas régler la somme de 394,96 € HT, soit 473,95 € TTC. De ce fait, le montant du marché, qui était initialement de 27.007,60 € HT, soit 32.409,12 € TTC passe à 26.612,64 € HT, soit 31.935,17 € TTC.

Année 2021

Budget principal de la Ville

Comptes : 2135 (installations générales, agencements, aménagements des constructions) – 422
(autres activités pour les jeunes)

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

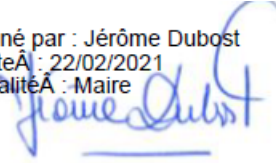
Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost

DateA : 22/02/2021

QualitéA : Maire





DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 05/03/2021

Reçu en préfecture le 05/03/2021

Affiché le

SLOW

ID : 076-217604479-20210305-DE2103I_2ST-AR

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

SLOW

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

DÉCISION N° DE2103I_1ST

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- les statuts de l'association pomologique de Haute- Normandie (A.P.H.N.) ;
- l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 10 juillet 2020 relative à l'adhésion de la Ville de Montivilliers à l'association de pomologie de Haute-Normandie ;

CONSIDÉRANT :

- Que les principaux objectifs pour les villes adhérentes de l'A.P.H.N. sont de :
 - o Rechercher : reconnaître les espèces de fruits peu connues, déterminer la génétique des variétés anciennes avec l'INRA.
 - o Protéger : sauver des espèces rares et/ou anciennes par greffage.
 - o Sauvegarder : greffer en double des variétés rares et les reproduire dans plusieurs vergers.
- Que l'association propose différentes manifestations gratuites que l'on peut retrouver sur le site internet et qui permet d'identifier les villes qui participent à la promotion et à la conservation des espèces fruitières.
- Considérant l'intérêt que représente ce renouvellement d'adhésion pour le développement et le rayonnement de la commune, laquelle est engagée dans la conservation de la biodiversité communale.
- Que l'association propose un renouvellement d'adhésion pour l'année qui s'élève à 60€ pour la ville de Montivilliers. La ville disposera d'une voix aux assemblées de l'association.

DÉCIDE :

- De renouveler l'adhésion à l'association pomologique de Haute-Normandie ;
- De verser la somme de 60€ à l'A.P.H.N correspondant à la cotisation annuelle de renouvellement d'adhésion à l'association ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte se rapportant à la présente décision ;

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

Imputation budgétaire

Exercice 2021

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 823

Nature et intitulé : 61521

Montant de la dépense : 60 euros

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal

Le Maire,

Jérôme DUBOST





DÉCISION N° DE2103I_2ST

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- les statuts du Conseil National des Villes et Villages Fleuris (C.N.V.V.F.);
- l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 10 juillet 2020 relative à l'adhésion de la Ville de Montivilliers au Conseil National des Villes et Villages Fleuris ;

CONSIDÉRANT :

- Que les principaux objectifs pour les villes adhérentes du C.N.V.V.F sont :
 - o Intégration du réseau des Villes et Villages Fleuris,
 - o Conservation du Label « Ville Fleurie »,
 - o Bénéficier de nombreux outils pour promouvoir la ville,
 - o Accompagnement pour participation à l'échelon départemental pour la valorisation paysagère de leur territoire.
- Que l'adhésion est obligatoire pour permettre la reconnaissance des Villes et Villages Fleuris sur le territoire depuis 2017, pour toute commune 1, 2,3 et 4 Fleurs souhaitant conserver leur Label.
- Considérant l'intérêt que représente ce renouvellement d'adhésion pour le développement et le rayonnement de la commune

DÉCIDE :

- De renouveler l'adhésion au Conseil National des Villes et Villages Fleuris et d'approuver le projet de statuts ;
- De verser la somme de 350€ au C.N.V.V.F correspondant à la cotisation annuelle de renouvellement d'adhésion pour 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte se rapportant à la présente décision ;

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

Imputation budgétaire

Exercice 2021

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 823

Nature et intitulé : 6281

Montant de la dépense : 350 euros

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST





DÉCISION N° DE2103I_3ST

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- la demande d'adhésion à cette association pour améliorer la propreté urbaine et la nécessité de créer un outil de progression et d'approche globale de celle-ci en lien avec les autres villes;
- les statuts de l'association des villes pour la propreté urbaine (AVPU).
- l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 4 novembre 2019 relative à l'adhésion de la Ville de Montivilliers à l'Association des villes pour la propreté urbaine ;

CONSIDÉRANT :

- Que les principaux objectifs pour les villes adhérentes de l'AVPU sont de :
 - S'améliorer : chaque collectivité adhérente s'inscrit dans une volonté d'amélioration du niveau de propreté de son espace public.
 - S'évaluer : la ville se dote des moyens de mesurer le plus objectivement possible le niveau de propreté de son espace public et ces éléments de mesures dont l'objet d'une validation à valeur nationale reconnue.
 - Se situer : les efforts accomplis pour obtenir une progression peuvent se comparer et leur analyse montrera par quels moyens on peut être plus performants.
 - Communiquer : adhérer à l'APVU traduit la volonté politique en faveur d'une meilleure propreté. Elle confère à la collectivité, la capacité de pouvoir afficher cet engagement par une communication spécifique.
- Que l'outil de la progression est une grille de mesure des différents éléments qui participent à l'état de « non propreté » :
 - Papiers, emballages et journaux,
 - Verre et les débris de verres,
 - Mégots,
 - Déjections canines,
 - Dépôts sauvages,
 - Feuilles,
 - Tags,
 - Affiches et affichettes,
 - Souillures adhérentes.

La grille est mise en fonction dans tous les secteurs, chaque secteur ayant ses propres caractéristiques (commerces, gares, écoles, résidentiels, ...). Les mesures s'apprécient dans le temps, secteurs par secteurs, saison par saison et ville par ville.

- Que l'association aura pour mission :

- o de définir, diffuser, améliorer et promouvoir l'outil de mesure (grille IOP),
- o de regrouper, analyser et valider les résultats des grilles que lui communiqueront les adhérents,
- o d'établir des statistiques en rendant compte auprès de chaque ville de ses résultats.

L'association formera ses représentants de la collectivité à l'utilisation et à l'analyse de la grille des Indicateurs Objectifs de Propreté (IOP). Elle laissera toute liberté de communiquer sur le positionnement de ses villes adhérentes par rapport aux autres collectivités et offrira la gratuité aux rencontres organisées par l'AVPU ainsi qu'aux informations et échanges d'expériences au sein du réseau.

- Que le plan d'action prévoit :

- o Des formations à l'utilisation de la grille, pour chaque ville adhérente,
- o Des échanges trimestriels entre les villes adhérentes sur leurs pratiques et expériences,
- o Un colloque annuel rendant compte des résultats des grilles des villes adhérentes, et présentant des expériences innovantes
- o Des relations institutionnelles (associations d'élus, ministères, associations d'agents territoriaux),
- o La création d'un site internet présentant les dossiers complets d'expériences, une lettre électronique,
- o Un plan média pour alimenter la presse autour de ces sujets,
- o L'identification des bonnes pratiques dans les pays européens, avec l'organisation de visites sur site, des colloques régionaux et des opérations événementielles (congrès des maires),

- Que l'adhésion à cette association revêt un intérêt public communal compte tenu de son objet et de ses actions.

- Que l'association s'autofinance (sans occulter la recherche de financements publics) et que les frais de renouvellement d'adhésion, lesquels dépendent de la taille de la collectivité, s'élèvent, pour la Ville de Montivilliers à 500€ par an.

DÉCIDE :

- De renouveler l'adhésion à l'association des villes pour la propreté urbaine (AVPU) et d'approuver les statuts ;
- De verser la somme de 500€ à l'AVPU correspondant aux frais annuels de cotisation pour le renouvellement de l'adhésion à cette association (collectivités de 5000 à 20 000 habitants);
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte se rapportant à la présente décision ;

Imputation budgétaire

Exercice 2021

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 813

Nature et intitulé : 615232

Montant de la dépense : 500 euros

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST



Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 18/02/2021

Reçu en préfecture le 18/02/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210217-DE21021F-AU

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

DÉCISION N° DE21021F

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- le budget de l'exercice 2021 ;
- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.210-1, L.211-2 et suivants et L.300-1 ;
- la décision du Président de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole en date du 5 février 2021 de déléguer ponctuellement l'exercice du droit de préemption de la Communauté urbaine à la commune de Montivilliers ;
- la délibération du conseil municipal en date du 12 septembre 2011 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur les zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du P.L.U ;
- la délibération du conseil municipal en date du 26 mai 2020 donnant délégation du conseil municipal au maire et son article 14 lui permettant « *d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'Urbanisme, que la commune en son titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même code sur les zones d'intervention foncière définies au Plan Local d'Urbanisme, dans la limite de 1 000 000 €.* » ;
- la notification du service des Domaines stipulant que les demandes d'avis inférieurs à 180 000 € ne sont pas étudiées ;
- la Déclaration d'Intention d'Aliéner en date du 8 janvier 2021 adressée par Me HAZARD-AUVRAY concernant le bien appartenant à Monsieur BELLET et Madame SAVOYE ;

CONSIDÉRANT :

- **QUE** Maître Patricia HAZARD-AUVRAY, notaire à Valmont, a adressé à la Mairie de Montivilliers, le 8 janvier 2021, une déclaration d'intention d'aliéner un bien sis rue du Moulin CALOIS à Montivilliers, appartenant à Monsieur BELLET Jérôme et Madame SAVOYE Caroline, constitué de la parcelle AK N° 339 d'une contenance totale d'environ 18 ares et 85 centiares soit environ 1 885 m², mise en vente au prix de 12 000 € hors frais annexes et située en zone UC du Plan Local de l'Urbanisme faisant l'objet d'un Droit de Préemption Urbain Renforcé.

- **QUE** la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole a délégué l'exercice de son droit de préemption à Monsieur le maire par décision en date du 5 février 2021 ;
- **QUE** l'acquisition de la parcelle fait l'objet d'une politique environnementale, la commune souhaitant créer une continuité écologique avec une emprise foncière voisine, propriété de la Ville, hébergeant des terrains à vocation de potager. En effet, l'objectif est de créer un espace d'activités ludiques, sportives, de promenade et de détente, tout en mettant en valeur la Lézarde et l'étang du Moulin Calois et ainsi retrouver un cadre de vie de qualité tout en préservant la faune et la flore et en créant une continuité écologique. Site naturel privilégié, il sera un lieu adapté à la promotion des déplacements doux tout en permettant une gestion fine et un contrôle renforcé du risque inondation.

DÉCIDE :

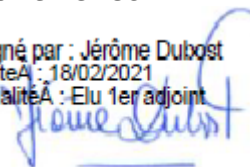
- D'exercer son droit de préemption urbain par délégation de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole, à l'encontre du bien sis rue du Moulin CALOIS à MONTIVILLIERS, appartenant à Monsieur BELLET Jérôme et Madame SAVOYE Caroline, constitué de la parcelle AK N° 339 d'une contenance totale d'environ 1 885 m², mise en vente au prix de 12 000 € située en zone UC du Plan Local d'Urbanisme faisant l'objet d'un Droit de Préemption Urbain Renforcé.
- La vente sera régularisée selon les dispositions des articles R.213-12 et L.213-4 du Code de l'Urbanisme, la signature de l'acte devant intervenir dans les trois mois à compter du jour de la notification de la décision de préemption, le prix devant être versé dans les quatre mois, calculé à partir de cette même date.
- Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.
- Les frais afférents à la commission d'agence le cas échéant, à l'acte notarié à intervenir et autres frais d'acquisition seront pris en charge par l'acquéreur.

Imputation budgétaire
Exercice 2021 - Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 824
Nature et intitulé : 01-2111
Montant de la dépense : 12 000 € HT

Fait à Montivilliers le
Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
DateA : 18/02/2021
QualitéA : Elu 1er adjoint



République Française



Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le



ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

DÉCISION N° DE2010I_4F

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- le Code civil ;
- la délibération du 26 mai 2020 donnant délégation au maire de « *décider de la conclusion et de la révision, y compris de la résiliation, du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.* » ;

CONSIDÉRANT :

- **QUE** Monsieur Guillaume LOISON, directeur de la société Terminal Maritime Service, domicilié au 52, route d'Epouville 76133 MANEGLISE, souhaite installer son entreprise sur le territoire de la commune ;
- **QUE** la société TEMS est enregistrée sous le N° Kbis 827 873 068 R.C.S le Havre dont le siège se situe au 52, route d'Epouville 76133 MANEGLISE ;
- **QUE** cette installation contribue au dynamisme économique de la commune au travers de son activité de prestation de service en inspection, contrôle et analyse des cargaisons dans les domaines pétroliers, pétrochimique, agro-alimentaire et produits de consommation ;
- **QUE** le bien, objet du contrat de location, relève du domaine privé de la Ville.

DÉCIDE :

- De conclure avec la société TEMS, un bail professionnel de droit privé pour une durée de 6 ans, en vue de lui louer, au sein de la pépinière d'entreprise au 16, rue Raoul DUFY, les bureaux n°7 et 8 à l'étage de la pépinière d'entreprises 2^{ème} tranche, d'une surface respective de **17 m² et 22,5 m²** et d'une contenance totale de 39.50 m² à compter du 8 février 2021.

Imputation budgétaire : **506.00 euros HT /mois.**

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,


Le Maire,
Jérôme DUBOST

Envoyé en préfecture le 13/03/2021
Reçu en préfecture le 13/03/2021
Affiché le 
ID : 076-217604479-20210226-DE21032F-AU

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 30/03/2021
Reçu en préfecture le 30/03/2021
Affiché le 
ID : 076-217604479-20210322-M_DE210322_23-DE

DÉCISION N° DE210212F

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- le budget de l'exercice 2021 ;
- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- la délibération du 26 mai 2020 donnant délégation du conseil municipal au maire et son article 4 lui permettant de « *décider de la conclusion et de la révision, y compris de la résiliation, du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.* » ;

CONSIDÉRANT :

- **QUE** Monsieur Alain BAILLEUL, fonctionnaire de la collectivité a fait une demande de prêt par écrit à Monsieur le Maire.
- **QUE** le prêt est autorisé à titre précaire pour une courte durée.
- **QUE** Monsieur le maire a accepté la demande.

DÉCIDE :

- De mettre à disposition le garage N°3 sis 42, avenue Charles DE GAULLE à MONTIVILLIERS pour une durée de 1 mois à compter du 6 mars 2021.

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télécours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

Pas d'imputation budgétaire

Fait à Montivilliers le
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST

Reçu par : Jérôme Dubost
Date : 13/03/2021
Contre : Du Service